

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Nos-victoires-40728>

Réseau Sortir du nucléaire > Nous
connaître > L'association > **Nos victoires**

6 août 2014

Nos victoires

L'industrie nucléaire est implantée au coeur même du pouvoir étatique, et ce à tous les niveaux. Nous combattons des adversaires extrêmement puissants et dotés de moyens sans comparaison avec nos modestes ressources.

Et pourtant, grâce à notre détermination, grâce à des milliers de personnes qui se mobilisent sur le terrain, et grâce à votre soutien, nous obtenons régulièrement des avancées et des victoires. Ces victoires, ce sont aussi les vôtres !



Des mobilisations nationales de grande ampleur

Certains grands rassemblements organisés ou co-organisés par le Réseau "Sortir du nucléaire" ont marqué durablement les esprits.

Après le succès de **la manifestation de Cherbourg en avril 2006 avec 30 000 manifestants contre la construction de l'EPR de Flamanville**, le Réseau "Sortir du nucléaire" a mobilisé encore plus de monde le 17 mars 2007 avec **62 000 manifestants lors de cinq manifestations régionales simultanées** contre l'EPR et la relance du nucléaire, à Rennes, Lille, Strasbourg, Lyon et Toulouse.

Pour les 25 ans de la catastrophe de Tchernobyl, en avril 2011, grâce au Réseau "Sortir du nucléaire", ce sont **plus de 500 actions qui se sont déroulées dans 27 pays !**

Le 11 mars 2012, un an jour pour jour après le début de la catastrophe de Fukushima, **plus de 60 000 personnes ont défilé dans la vallée du Rhône, de Lyon à Avignon, en formant une gigantesque chaîne humaine** pour dénoncer le risque de catastrophe nucléaire en France et pour affirmer : « sortir du nucléaire, c'est possible ! ». Cette mobilisation a connu un écho important dans les médias nationaux et internationaux, et a incité des milliers de personnes qui n'avaient jamais participé à une action antinucléaire à s'engager.

Une opposition très efficace à l'enfouissement des déchets radioactifs

Depuis de longues années, le Réseau lutte contre les projets d'enfouissement des déchets radioactifs, en concertation avec de nombreuses associations locales implantées dans les zones concernées au gré des projets de l'État et de l'ANDRA (Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs).

Échec à deux tentatives de glisser CIGÉO en douce dans la loi

En juin 2014 (loi de transition énergétique, portée par la ministre de l'environnement Ségolène Royal) et **en décembre 2014** (loi pour la croissance et l'activité, portée par le ministre de l'économie Emmanuel Macron), **les pro-nucléaire ont tenté par deux fois de glisser dans la loi des articles facilitant la réalisation de CIGÉO. Dans les deux cas, nous nous sommes mobilisés en urgence** avec la coordination Bure-Stop et les Amis de la Terre, et avons alerté des élus écologistes qui sont aussi montés au créneau. **Notre pression concertée a rapidement fait reculer le gouvernement, par deux fois.**

Révélation des mensonges de l'ANDRA sur le potentiel géothermique de Bure

En s'appuyant sur le travail de deux géologues indépendants, **le Réseau "Sortir du nucléaire" et plusieurs associations locales ont démontré et révélé en 2014 que l'ANDRA mentait depuis 15 ans, dissimulant l'existence d'un potentiel d'utilisation de l'énergie géothermique** (eau chaude souterraine) sous le site de Bure.

Nos révélations et analyses ont poussé l'instance officielle d'information du site de Bure, le CLIS, à commanditer une étude d'un cabinet d'experts indépendants de réputation internationale, Geowatt, qui a confirmé nos conclusions. **Notre travail a contraint l'ANDRA et l'IRSN à modifier leur discours et à reconnaître implicitement ces mensonges**, ce qui est en soi une victoire substantielle ! L'existence de ce potentiel géothermique, désormais de notoriété publique grâce au large écho médiatique de notre action, va compliquer la vie de l'ANDRA. (Notre procédure en justice à son encontre est en attente d'un verdict fin mars 2015)

Échec à l'opération de communication "débat public" sur CIGÉO

Le 15 mai 2013, la Commission Nationale du Débat Public (CNDP) lance un pseudo "débat public" sur le projet CIGÉO d'enfouissement des déchets les plus radioactifs à 500 m sous terre à Bure. La coordination Burestop, soutenue par le Réseau, appelle alors à un boycott de ce processus pseudo-démocratique, et les militants locaux mènent des actions contre la tenue de ce faux débat.

La CNDP est contrainte d'annuler toutes les réunions publiques ; trois membres de la commission (CPDP) en charge d'animer le débat dénonce plus tard dans la presse le processus de ce "débat" qui constitue une "imposture [...] qui normalise une manière biaisée de faire du débat public et ouvre la porte à de futurs débats qui n'auront plus comme fonction que d'être des dispositifs de caution des projets". Ces membres de la CPDP reconnaissent que le boycott était justifié, car "accepter ce débat, comme il était posé, c'était implicitement accepter de débattre du « comment » et donc refuser de débattre du « pourquoi »" **[Avoir fait échouer lamentablement cette opération de communication étatique](#) est une victoire politique très claire et une mise en échec de la stratégie de neutralisation des oppositions développée par le pouvoir.**

Échec au projet d'enfouissement des déchets radioactifs FAVL

Le 5 juillet 2008, l'État lance un appel à candidatures auprès de 3115 communes, non identifiées, dans 20 départements pour parvenir à la création d'un site d'enfouissement à 200 m sous terre de déchets radioactifs dits "de faible activité, à vie longue" (FAVL), principalement issus du démantèlement des premiers réacteurs nucléaires français. Malgré leur désignation, ces déchets présentent en fait des dangers réels pour la santé et l'environnement.

[Le Réseau "Sortir du nucléaire" joue un rôle majeur dans la lutte contre ce projet](#), pour coordonner la mobilisation au niveau national, publier des dossiers d'information largement diffusés auprès des habitants et des élus des communes concernées, et appuyer activement les nombreux collectifs de lutte qui se forment dans les départements concernés. **Des centaines de communes délibèrent contre le projet. Sous la pression citoyenne, des conseils municipaux ayant déposé une candidature sans consulter ni informer leurs habitants re-délibèrent contre leur décision initiale.** Début 2009, les deux dernières communes candidates cèdent enfin et retirent leur candidature. **Le projet FAVL est remisé dans les cartons.**

La Maison de Résistance : implantation d'un lieu antinucléaire au coeur de Bure

Le Réseau "Sortir du nucléaire" détient 40% des parts de la SCI propriétaire de [la Maison de Résistance à l'enfouissement à Bure](#), au côté du collectif Bure Zone Libre qui en détient les 60 % restants et qui gère depuis 2004 les chantiers de rénovation, ainsi que la vie et l'accueil militants à la Maison, dont la rénovation est (début 2015) presque intégralement achevée.

Capacités d'hébergement, atelier et salle multi-activités sont des outils logistiques précieux à disposition des militant-e-s antinucléaires, et **la Maison permet une vigilance active et permanente au plus près du "laboratoire" de l'ANDRA. C'est aussi un lieu d'information et d'ouverture aux riverains du "labo" et aux associations locales.**

L'établissement pérenne de ce lieu collectif antinucléaire en plein coeur de la commune de Bure est donc en soi une véritable victoire. D'autant plus qu'il a fallu ruser pour réussir cet ancrage : en 2004, le maire de Bure a utilisé son droit de préemption pour empêcher les antinucléaires d'acquiescer le lieu. Un astucieux plan B nous a permis d'arriver à nos fins : c'est un couple d'Allemands "propres sur eux" (et antinucléaires) qui a acheté la maison à rénover... pour aussitôt la revendre au Réseau et à BZL.

Échec au projet d'enfouissement de la Mission Granite

En janvier 2000, le Réseau "Sortir du nucléaire" révèle une liste de 15 sites que l'ANDRA juge "géologiquement favorables" à l'implantation d'un second "laboratoire" souterrain, en terrain granitique, pour la "recherche" sur l'enfouissement des déchets nucléaires, en complément du laboratoire de Bure déjà décidé. Le Réseau alerte largement les populations et élus locaux. S'enclenche alors une incroyable dynamique sur le terrain portée par de multiples collectifs. **En à peine quelques mois, cette mobilisation met en échec complet la "Mission Granite" lancée**

par le gouvernement. Le projet d'ouvrir un second "laboratoire" d'enfouissement est mort-né.

Des condamnations obtenues en justice contre les industriels du nucléaire

Les pollutions et les infractions des industriels du nucléaire menacent la santé de tous. **Le Réseau "Sortir du nucléaire" s'est doté d'une véritable stratégie contentieuse pour mettre fin à l'impunité dont bénéficient les exploitants de sites nucléaires** qui bafouent les réglementations environnementales.

Le 30 juillet 2014, [nous avons fait condamner pénalement EDF, qui avait laissé s'échapper des milliers de litres d'acide sulfurique](#) dans la Meuse depuis la centrale nucléaire de Chooz (Ardennes).

Le 26 novembre 2013, [suite à notre action en justice, Areva a été lourdement condamnée après 5 ans de procédures pour pollution des eaux](#) à la suite de l'importante fuite d'uranium survenue en juillet 2008 à l'usine Socatri du Tricastin. Plus de 74 kg d'uranium, correspondant à 27 fois la limite annuelle des rejets autorisés, avaient été rejetés dans les cours d'eau avoisinants, contaminant les eaux superficielles, privant la population d'eau potable et polluant des lieux de baignades. **Areva a été condamnée à payer la somme de plus d'un demi-million d'euros. Cette condamnation a ouvert la voie à une répression plus stricte des pollutions de l'industrie nucléaire. Cette décision a un impact considérable sur la jurisprudence environnementale.**

Le 11 septembre 2013, [nous avons fait condamner en correctionnelle EDF, qui avait illégalement déchargé des gravats radioactifs](#) provenant de la centrale nucléaire du Bugey dans l'Ain dans une carrière utilisée pour stocker des déchets conventionnels. **Pour la première fois, le directeur d'une centrale nucléaire est lui aussi condamné.**

Le 3 septembre 2013, [nous avons fait condamner le Commissariat à l'Énergie Atomique, qui avait dangereusement sous-évalué la quantité de plutonium stocké sur l'installation ATPu de Cadarache](#). Cette sous-estimation ahurissante de la quantité réelle de plutonium avait conduit à une exposition imprévue et dangereuse des travailleurs du site.

Le 4 décembre 2012, à la suite d'une procédure de près de trois ans, [nous avons obtenu la condamnation en appel d'EDF pour le déversement dans la nature de 450 litres d'effluents radioactifs provenant de la centrale de Golfech](#) (Tarn-et-Garonne). **Pour la première fois en France, EDF a été condamnée pour ses manquements à la réglementation technique.**

Saisi par le Réseau "Sortir du nucléaire", le 6 juin 2007 [le Conseil d'État a annulé un décret gouvernemental du 9 février 2006 autorisant le démantèlement complet de la centrale nucléaire de Brennilis](#), dans le Finistère. Bien qu'un nouveau décret autorisant le démantèlement partiel soit paru en 2011, **notre recours a permis de créer une jurisprudence favorable : désormais, toute opération de démantèlement nucléaire qui sera autorisée sans que l'exigence d'information et de participation du public ne soit respectée fera l'objet d'une annulation.**

Des avancées de fond dans la prise de conscience

Il est évidemment impossible de quantifier les avancées que permet notre travail d'information et de sensibilisation inlassable, à travers des documents, des interventions médiatiques, des actions de terrain.

Néanmoins, **notre action a clairement permis ces dernières années de faire évoluer positivement la prise de conscience et le niveau d'information sur de nombreux enjeux parmi la population, les médias et les acteurs politiques locaux** - en particulier sur plusieurs aspects mal connus du nucléaire :

* **sur l'omniprésence de l'infrastructure nucléaire dans l'Hexagone.** [Notre carte de France du nucléaire](#) a été diffusée sur papier à plusieurs centaines de milliers d'exemplaires. Elle a été reprise et diffusée en diverses occasions par de nombreux médias, dont la chaîne de télévision ARTE. Elle a été traduite et diffusée au Japon. Elle a été déclinée par des organisations antinucléaires en Belgique, en Allemagne et en Espagne. La version web de notre carte de France du nucléaire est une ressource très consultée et qui met à disposition de rares photographies de tous les sites nucléaires.

* **sur l'omniprésence de nombreux transports de matières radioactives qui sillonnent le territoire français** par route et rail, [transports que nous dénonçons et suivons à la trace](#), en développant un réseau de vigies citoyennes.

* **sur [les étapes les moins connues de la filière nucléaire](#), ce qui nous a notamment conduit à engager une campagne de pression sur l'activité de l'usine Comurhex-Malvési d'Areva à Narbonne, une installation qui est la porte d'entrée de 100 % de l'uranium utilisé dans les réacteurs nucléaires français. Jusque là méconnue, nos actions de terrain et d'information au côté des collectifs et associations locales, ont permis de faire sortir cette usine de l'ombre et d'informer largement la population audoise et française des risques et dangers de cette usine.**

[Et partout dans le monde, la sortie du nucléaire marque des points !](#)
